Singapour, intermédiaire

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le pouvoir de rassembler

Singapour a une longue pratique de lieu de rencontre. Le Shangri-La Dialogue, organisé par l'International Institute for Strategic Studies, réunit presque chaque année depuis 2002 ministres de la Défense et chefs militaires à l'hôtel Shangri-La, avec une interruption en 2020 et 2021 pendant la pandémie.[1] C'est l'un des rares forums où des responsables de la défense américains et chinois s'expriment dans la même salle. Le même hôtel a accueilli le 7 novembre 2015 la rencontre entre Xi Jinping et Ma Ying-jeou, la première entre les dirigeants politiques des deux rives du détroit de Taïwan depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949.[2]

L'exemple le plus visible fut le sommet entre le président Donald Trump et Kim Jong Un à l'hôtel Capella de Sentosa, le 12 juin 2018. Le ministère des Affaires étrangères de Singapour en a chiffré le coût à 16,3 millions de S$, y compris la note d'hôtel de la délégation nord-coréenne, que le ministre des Affaires étrangères a qualifiée de « hospitality that we would have offered them ».[3] De tels événements coûtent peu au regard de leur valeur. Ils confirment la réputation de Singapour comme lieu sûr, efficace et discret où des adversaires peuvent se rencontrer, la même réputation qui attire arbitrages, sièges régionaux et family offices.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le renminbi et le pont financier

Singapour a également noué avec la Chine des liens financiers qui complètent son activité en dollars. Les deux banques centrales ont conclu un accord bilatéral de swap de devises le 23 juillet 2010. Le 8 février 2013, la succursale singapourienne de l'Industrial and Commercial Bank of China a été désignée banque de compensation du renminbi à Singapour. La négociation directe entre le renminbi et le dollar de Singapour a suivi en 2014.[4] Ces dispositifs ont fait de Singapour l'un des principaux centres offshore de la monnaie chinoise en dehors de la Grande Chine, avec des dépôts, des émissions obligataires et des règlements commerciaux en renminbi. Le chapitre I.II en donne les chiffres.

L'activité en renminbi place Singapour dans les deux systèmes monétaires à la fois. Ses banques compensent les dollars par New York et le renminbi par l'ICBC et le système chinois. Ses négociants en matières premières fixent leurs prix en dollars, mais règlent de plus en plus certaines opérations avec des acheteurs chinois en renminbi. Si le monde évoluait vers des systèmes de paiement séparés, Singapour serait l'un des rares lieux disposant d'un accès établi aux deux. Cette position a une valeur commerciale tant que les deux systèmes lui restent ouverts. Elle se transformerait en exposition si l'une des puissances commençait à considérer la participation au système de l'autre comme un motif de sanctions.

Les entreprises chinoises et le transfert de sièges

Depuis 2020 environ, un certain nombre d'entreprises chinoises de technologie et de biens de consommation ont transféré leur siège international à Singapour. Le distributeur en ligne Shein a déplacé son siège de Chine à Singapour début 2022, tout en conservant sa chaîne d'approvisionnement et ses entrepôts en Chine. En août 2025, il envisagerait, selon certaines informations, un retour en Chine en lien avec une introduction en bourse à Hong Kong.[5] Ce phénomène a été qualifié de « Singapore-washing ». Le chapitre I.II l'examine plus en détail.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Ces transferts montrent à la fois l'attrait et les limites de la position de Singapour. Un siège à Singapour offre à une entreprise chinoise un domicile juridique neutre, l'accès aux capitaux internationaux et une image plus acceptable sur les marchés occidentaux. Comme il laisse la production, les données et la propriété ultime de l'entreprise là où elles étaient, les régulateurs américains regardent au-delà du domicile pour s'attacher à la substance. Pour Singapour, cet afflux apporte des honoraires, des emplois et des investissements. Il comporte aussi le risque que la cité soit perçue à Washington comme un pavillon de complaisance pour les entreprises chinoises, ce qui saperait la confiance sur laquelle repose son rôle d'intermédiaire.

Des capitaux venus des deux camps

Le même double flux caractérise la fortune privée. Des gestionnaires d'actifs américains, européens et moyen-orientaux pilotent leurs activités asiatiques depuis Singapour. Des familles chinoises, dont beaucoup sont inquiètes des changements à Hong Kong et de la situation dans leur pays, ont créé des single family offices et des trusts dans la cité, comme le décrivent les chapitres E.III et I.V. Dans un monde polarisé, chaque groupe apprécie Singapour pour les mêmes raisons : la sécurité juridique, la stabilité politique, une justice indépendante et un régulateur perçu comme compétent et impartial.

Ces flux exigent une gestion attentive. Comme les exportations de capitaux chinois sont soumises au contrôle des changes, les banques singapouriennes doivent établir que les fonds ont quitté la Chine légalement. L'affaire de blanchiment d'argent de 2023, examinée au chapitre E.VI, a montré ce qui peut se produire lorsque des fortunes d'origine douteuse entrent dans le système par l'immobilier, les produits de luxe et les family offices. L'examen américain des investissements chinois s'est également étendu aux fonds et véhicules domiciliés dans des pays tiers. Plus Singapour réussit à attirer des fortunes des deux camps, plus ses gardiens doivent s'assurer que ces fortunes répondent aux exigences de l'un comme de l'autre.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les limites de l'intermédiation

L'intermédiation est une situation qui peut prendre fin. Elle dépend de la disposition des deux puissances à accepter un intermédiaire, disposition aujourd'hui mise à rude épreuve. L'opinion publique singapourienne reflète cette tension. Une enquête du Pew Research Center publiée en 2026 a montré que seuls 34 % des Singapouriens avaient une opinion favorable des États-Unis, tandis que l'opinion de Singapour sur la Chine se situait bien au-dessus de la médiane internationale de 51 % d'opinions favorables.[6] Ces chiffres fluctuent au gré des événements. Ils montrent néanmoins qu'une population majoritairement d'origine chinoise, et économiquement liée aux deux puissances, ne partage pas automatiquement la vision de l'un ou l'autre gouvernement.

La marge de manœuvre du gouvernement a toujours eu des limites fermes. Singapour ne transige ni sur sa souveraineté, ni sur ses relations de défense, ni sur le droit international, comme le montrent ses mesures contre la Russie et sa position sur la mer de Chine méridionale. Dans ces limites, elle cherche à être utile aux deux puissances. La place financière profite de cette politique, car elle peut servir des clients des deux camps. Elle en souffrirait lourdement si l'un des camps venait à la considérer comme le prolongement de l'autre.

Notes

1. Wikipedia, « Shangri-La Dialogue » (consulté en novembre 2026) : première édition en 2002 ; le dialogue de 2020 a été reporté à 2021 puis à 2022 en raison de la pandémie de COVID-19 et a repris en juin 2022 « after a two-year hiatus » ; initialement sous le nom d'Asia Security Conference, organisée par l'International Institute for Strategic Studies à l'hôtel Shangri-La de Singapour ; discours d'ouverture du Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong en 2018 et du Premier ministre japonais Fumio Kishida en 2022. ↩
2. Wikipedia, « First Ma–Xi meeting » (consulté en novembre 2026) : la rencontre a eu lieu le 7 novembre 2015 dans l'Island Ballroom de l'hôtel

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Shangri-La de Singapour, la première entre les dirigeants politiques des deux rives depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. ↩

3. Wikipedia, « 2018 North Korea–United States Singapore Summit » (consulté en novembre 2026) : sommet du 12 juin 2018 à l'hôtel Capella de Sentosa ; le ministère des Affaires étrangères a indiqué le 25 juin que le sommet avait coûté 16,3 millions de S$; Singapour a payé la note d'hôtel de la délégation nord-coréenne, qualifiée par Vivian Balakrishnan de « hospitality that we would have offered them ». ↩

4. Wikipedia, « Internationalization of the renminbi » (consulté en novembre 2026) : accord bilatéral de swap avec Singapour du 23 juillet 2010, jusqu'à 60 milliards de SGD ou 300 milliards de RMB ; succursale de l'ICBC à Singapour désignée banque de compensation du renminbi le 8 février 2013 (« Singapore followed with the designation of ICBC as a clearing bank in 2013 ») ; négociation directe CNY/SGD lancée en 2014. ↩

5. Wikipedia, « Shein » (consulté en novembre 2026) : « In early 2022, Shein moved its headquarters from China to Singapore », en conservant ses chaînes d'approvisionnement et ses entrepôts en Chine ; « Shein is reported to consider moving its headquarters back to China », citant un article de Bloomberg d'août 2025, apparemment pour faciliter une introduction en bourse à Hong Kong. ↩

6. Wikipedia, « Singapore–United States relations » (consulté en novembre 2026) : une enquête du Pew Research Center de 2026 a établi que 34 % des Singapouriens avaient une opinion favorable et 66 % une opinion défavorable des États-Unis ; Pew Research Center, « Views of China and Xi Are Improving Globally », 15 juillet 2026 : une médiane de 51 % dans 37 pays avait une opinion favorable de la Chine, et l'opinion favorable de Singapour à l'égard de la Chine « falls well above the cross-national median ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com